

que, nonobstant l'article 23 de la loi sur la Banque du Canada, la Banque du Canada n'est pas tenue de maintenir entre l'or ou les changes et son passif une proportion de réserve minimum ou fixe, à moins que le gouverneur en conseil n'en ordonne autrement.

La Banque est gérée par un conseil d'administration composé d'un gouverneur, d'un sous-gouverneur et de douze administrateurs. Le gouverneur et le sous-gouverneur sont nommés pour des périodes de sept ans par les administrateurs, avec l'approbation du gouverneur en conseil. Les administrateurs sont nommés par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour des périodes de trois ans chacun. Le sous-ministre des Finances est membre du Conseil d'administration, mais il n'a pas droit de vote. Il existe un comité de direction du Conseil, composé du gouverneur, du sous-gouverneur, d'un administrateur et du sous-ministre des Finances (ce dernier n'ayant pas droit de vote), qui a les mêmes pouvoirs que le Conseil, mais toutes ses décisions doivent être soumises au Conseil, à sa prochaine assemblée. Outre le sous-gouverneur, qui est membre du Conseil, un ou plusieurs sous-gouverneurs peuvent être nommés par le Conseil pour remplir les fonctions qu'il leur assigne.

Le gouverneur est le principal fonctionnaire administratif de la Banque et président du Conseil d'administration. Le gouverneur a le pouvoir de s'opposer à tout acte ou toute décision du Conseil d'administration ou du Comité de direction, mais ce veto est assujéti à la confirmation ou au rejet du gouverneur général en conseil. En l'absence du gouverneur, le sous-gouverneur, qui est membre du Conseil, exerce tous les pouvoirs et toutes les fonctions du gouverneur.

Le capital de la Banque est de 5 millions de dollars et est entièrement détenu par le ministre des Finances. La loi sur la Banque du Canada, modifiée en 1954, porte que, chaque année, le cinquième des bénéfices annuels de la Banque (après provision pour l'amortissement de l'actif, les caisses de pension et le reste) doit être attribué au fonds de réserve, tant que celui-ci n'a pas atteint le quintuple du capital versé, et que le reliquat doit être payé au receveur général et porté au crédit du Fonds du revenu consolidé. A la fin de 1957, le fonds de réserve de la Banque avait atteint son maximum de 25 millions, de sorte que tous les bénéfices de la Banque depuis lors sont remis au receveur général.

Le siège social de la Banque est à Ottawa. Elle a des agences à Halifax, Saint-Jean (N.-B.), Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Regina, Calgary et Vancouver; elle est également représentée à St-Jean (T.-N.) et à Charlottetown. Les agences remplissent surtout les fonctions de la Banque en tant qu'agent financier du gouvernement du Canada et s'occupent de l'émission et du rachat de la monnaie. La Banque d'expansion industrielle, dont il est question aux pp. 1160 et 1161, est une filiale de la Banque du Canada.

1.—Actif et passif de la Banque du Canada, 31 décembre 1955-1957

(En millions de dollars)

Détail	1955	1956	1957
Actif			
Change étranger.....	57.6	61.0	63.6
Avances aux banques à charte et d'épargnes.....	2.0	—	—
Placements			
Bons du Trésor du Canada.....	262.6	505.2	467.1
Autres titres émis ou garantis par le Canada, échéant dans les deux ans.....	1,021.2	519.7 ¹	779.2
Autres titres émis ou garantis par le Canada, n'échéant pas dans les deux ans.....	1,083.7	1,369.0 ¹	1,181.2
Obligations émises par la Banque d'expansion industrielle.....	10.1	23.0	36.2
Autres titres.....	57.1	16.7	16.7
Capital-actions de la Banque d'expansion industrielle.....	25.0	25.0	25.0
Immeubles de la Banque.....	4.9	5.8	8.6
Tout autre actif.....	96.1	22.3	81.1
Total, actif.....	2,620.2	2,547.7	2,658.7

¹ Depuis le 31 décembre 1956, la Banque du Canada base sur des valeurs amorties l'évaluation des titres qu'elle a en portefeuille au lieu de les baser sur des valeurs ne dépassant pas les prix du marché; les chiffres de cette date ne sont donc pas comparables à ceux du 31 décembre des années précédentes.